



De l'hygiène à la biopolitique : l'urbanisme régulier à l'épreuve d'une tentative de percement de la médina de Tunis (1959-1962)

Nader Meddeb*

« Le sous-développement n'est pas l'antithèse de la modernité, et les visions politiques qui naissent pour le contenir l'aggravent »¹

Résumé

Loin d'être épargné des opérations d'urbanisme menées dès le XIX^e siècle dans les ensembles urbains historiques pour l'amélioration de leur hygiène, leur circulation mécanique et leur esthétique, le centre-ville de Tunis échappa à maintes tentatives de percements agressifs qui mettaient son unité en péril. Celle qui nous concerne dans cet article est la percée inaboutie dont l'étude était initiée en 1959 et qui s'est poursuivie jusqu'en 1962 sous la houlette du Président Habib Bourguiba. Pareillement à ses précédentes, elle mettait en amont les soucis d'hygiène comme étant le motif principal exigeant sa mise en œuvre urgente dans le tissu vernaculaire de la médina. Cependant, vue en rapport avec les théories qui ont tant associé ces opérations sanitaires à la genèse d'un biopouvoir et l'instauration d'un contrôle policier dans l'espace urbain, la percée à l'étude nous a permis de dresser une autre lecture de ce chapitre bien particulier de l'histoire urbaine de Tunis.

Mots-clés : Percée, médina, Tunis, hygiène, biopolitique.

Abstract

From hygiene to biopolitics: regular town planning put to the test of an urban breach through the medina of Tunis (1959-1962)

Not being spared from those town planning operations carried out in the 19th century in historic urban complexes in order to improve their hygiene, their mechanical traffic and their aesthetics, the city center of Tunis escaped many attempts of aggressive urban breaches which put its unity in jeopardy. In this article, we are more concerned with the uncompleted one initiated in 1959 and continued until 1962 under the leadership of President Habib Bourguiba. Like its previous ones, it put hygiene concerns as the main reason requiring its urgent implementation in the vernacular fabric of the medina. However, seen in relation to the theories associating these sanitary operations with the

* Architecte ENAU et Chercheur autonome, Phd. en aménagement de l'Université de Montréal.

¹ Hélé Béji, 1982, p. 100.



genesis of a biopower and the establishment of permanent police control in urban space, the urban breach under study has enabled us to draw up another reading of this particular chapter of the urban history of Tunis.

Keywords : Urban-breach, medina, Tunis, hygiene, biopolitics.

الملخص

من الظروف الصحية المتدهورة الى "البيوسياسة" ; قراءة للتعمير الحديث من خلال محاولة لشق المدينة العتيقة بتونس (1962-1959)

لم يكن وسط مدينة تونس بمنأى عن عمليات التخطيط العمراني التي نُفذت منذ القرن التاسع عشر في المجمعات العمرانية التاريخية لتحسين ظروفها الصحية والجمالية وإدخال السيارة فيها. فعدة هي المحاولات التي أُريد بها شق المدينة العتيقة مهددًا بذلك الوحدة المميزة لنسيجها العمراني. يتطرق هذا النص لواحدة من هذه المحاولات، تلك التي بدأت دراستها منذ 1959 وتواصلت إلى حين 1962 تحت إشراف رئيس الدولة؛ الحبيب بورقيبة. كسابقاتها، اتخذت هذه المحاولة من الوضع الصحي المتدهور في أحياء المدينة حجتها الأساسية لتنفيذ مشروع الشق بل وفي أسرع الآجال. لكن، عندما تناولتها دراستنا النقدية هذه من باب النظريات التي طالما ربطت هذه الأشغال العمرانية ذات الطابع الصحي مع نشأة السلط القمعية وترسيخ نظام البوليس السياسي في الفضاء الحضري، تمكنا من سرد قراءة جديدة لهذا الفصل الخاص من التاريخ العمراني لتونس.

الكلمات المفتاحية: شق، المدينة، تونس، سلطة، سياسة.

Pour citer cet article:

Nader Meddeb, « De l'hygiène à la biopolitique : l'urbanisme régulier à l'épreuve d'une tentative de percement de la médina de Tunis (1959-1962) », Al-Sabîl : Revue d'Histoire, d'Archéologie et d'architecture maghrébines [En ligne], n°10, année 2021.

URL : <http://www.al-sabil.tn/?p=16240>



Introduction

Depuis l'antiquité, l'hygiène façonna les villes. À la lecture de l'histoire du milieu bâti, on ne peut qu'être frappé par le rôle et la complexité évolutifs de cette notion. Elle renseigne certainement sur l'ingéniosité technique de l'*homo faber* et ses modes d'adaptation au climat et à la géographie, mais aussi sur une conception de la société et son territoire qui, depuis le XVII^e siècle, formaient ensemble un champ réflexif à part entière en rapport avec la politique, le pouvoir et le contrôle des individus². Incontournables dans cette histoire, les problèmes d'hygiène formaient avec les soucis de circulation et d'embellissement la triade qui hantait l'esprit aménagiste depuis l'avènement de la société industrielle au XVIII^e siècle. Pour y remédier, l'urbanisme moderne mit au point plusieurs dispositifs³ allant de la simple construction ou organisation (hôpitaux, prisons, stations d'assainissement, police urbaine, etc.) à la transformation radicale des villes dont le Paris haussmannien en demeure un exemple parlant. Parmi ces dispositifs, aux échelles et natures différentes, on s'intéresse particulièrement à la percée urbaine. Dès ses premières manifestations au XVI^e siècle dans l'urbanisme de la ville italienne de Ferrare, et encore mieux dans les travaux du baron Haussmann à Paris (1853-1870), la percée révéla dans ses dessous un « urbanisme policier » qui ne tarda pas à être dénoncé par plusieurs critiques dont Walter Benjamin dans « Haussmann ou les barricades »⁴.

Peu après l'expérience parisienne, la percée comme technique de décongestionnement et de « nettoyage » fut exportée dans le monde arabo-musulman pour remplir, avec des différences près, les mêmes besognes. En témoignent ses répercussions sur l'urbanisme cairote sous le règne des khédives Mohammad Ali et son petit-fils Ismaïl Pacha au courant du XIX^e siècle. Au Maghreb et particulièrement à Tunis, la percée fut introduite dans le tissu des médinas par un urbanisme colonial dit « de correction ». Il se voulait supérieur de par son tracé régulier qu'on estimait fort avantageux pour la ventilation, donc pour l'hygiène, mais aussi pour la circulation automobile et l'esthétique de la ville (le culte de la perspective). À Tunis, les efforts du colonisateur français à infliger cette technique furent souvent sanctionnés par un échec. Dans les quelques cas où le percement a eu droit de cité

² Nous le verrons plus tard, l'hygiène publique fut couramment associée à une élimination des « indésirables » de la société ou encore des personnes peu productives et nuisibles au paysage urbain comme les mendiants et les va-nu-pieds. Dans ce cadre, nous renvoyons aux travaux de Michel Foucault où figure une archéologie de cette idée dans ses écrits : *Surveiller et punir : naissance de la prison* (1975), *Sécurité, territoire, population* (1977) et *Naissance de la biopolitique* (1978).

³ La notion de dispositif est à comprendre ici dans le sens que lui donne Giorgio Agamben, à savoir, « tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants » Giorgio Agamben, 2007, p. 31.

⁴ Voir : WALTER Benjamin, 2000, « Haussmann ou les barricades », in *Œuvres III*, Gallimard, Paris, p. 62-66.



dans la médina, il s'agissait d'opérations ponctuelles qui ne tardèrent pas à extérioriser leur incompatibilité morphologique et fonctionnelle avec le vécu des lieux. Ce fut le cas de l'intervention sur le quartier juif (la Hara) programmée et approuvée en 1935 dans le plan des ingénieurs du Service d'urbanisme de Tunis, M. Chevaux et Eloy. À l'époque, le plan suscita maintes critiques qui l'assimilèrent à une entorse au règlement d'urbanisme délimitant dans le noyau historique, depuis 1920, une zone d'intervention protégée⁵.

Néanmoins, c'est au lendemain de l'indépendance (1956) que la percée vit s'y mettre tous les espoirs gouvernementaux pour la création d'une capitale saine et moderne incarnant le projet modernisateur mené sous la houlette du premier chef de l'État tunisien ; Habib Bourguiba (1903-2000). Défiant les limites techniques, économiques et sociales qui empêchèrent les Français d'éventrer le noyau historique de Tunis, Bourguiba mit en route, avec l'administration de l'Union internationale des architectes (UIA) à Paris, une compétition internationale pour l'aménagement du Grand Tunis (1959-1962). Une revisite des différentes phases de ce concours, ses résultats et ses retombées à long terme nous a permis de placer ce projet de percée inaboutie dans la continuité des aventures urbaines, en apparence motivées par les problèmes d'hygiène publique, de circulation et d'embellissement, mais dont les raisons latentes travaillaient plus un agenda d'ordre biopolitique⁶. Dans ce qui suit, nous tâcherons de tirer au clair les faces cachées de cet incident où s'est décidé l'avenir urbain de Tunis postindépendance. Nous avertissons le lecteur que vu l'espace limité alloué à cet essai, nous passerons rapidement sur certains détails de cette histoire. Il est toutefois possible d'en prendre connaissance de façon beaucoup plus approfondie dans notre thèse de doctorat intitulée *La modernisation de Tunis : un urbanisme et une architecture d'État au miroir d'une anthologie de la percée dans la médina (1881-1987)* (2015)⁷.

1. Aperçu sur l'hygiène urbaine au lendemain de l'indépendance⁸ et la réponse du gouvernement en place

Quand l'administration coloniale installée depuis 1881 dans la Régence de Tunis céda le pouvoir au gouvernement indépendant en 1956, elle laissa derrière elle un pays affaibli et profondément affecté par les transformations sociales, économiques et géopolitiques générées par les deux Guerres mondiales et accélérées par la mise en place d'un processus

⁵ Voir : Archives nationales de Tunisie (ANT), dossier : Plan d'aménagement de la ville de Tunis 1934, Réf/A : SG/SG2, carton : 31, dossier : 3, Correspondance du 9 mai 1934 envoyée par le Directeur des antiquités et arts à Monsieur le Secrétaire général du gouvernement tunisien.

⁶ Néologisme que l'on doit à Michel Foucault en 1974. La biopolitique, une des modalités du biopouvoir, consiste pour l'État « à réguler la population : modifier les taux de natalité, enrayer les endémies, réduire les infirmités ou invalidités, contrôler le milieu général d'existence (politique de la ville). [...] La régulation de la population par l'État s'accomplit au moyen de mesures souples et continues (pressions assurantielles, propositions de règles d'hygiène, politiques d'incitation), bien éloignées du tranchant autoritaire et brutal des manifestations du souverain » (Frédéric Gros, 2016).

⁷ Pour le téléchargement du volume : <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/14028>

⁸ Rappelons que depuis les temps des Beys, puis du protectorat français, la Régence de Tunis a vu s'installer dans le cadre de sa modernisation plusieurs réformes visant l'amélioration des conditions d'hygiène, la gestion de la propriété et des biens de main morte (les habous). Ces réformes allaient de pair avec la genèse d'une gestion policière et la naissance de la voie publique. Pour une idée plus large, nous renvoyons à l'ouvrage de Benoît Gaumer : *L'organisation sanitaire en Tunisie sous le Protectorat français (1881-1956) : un bilan ambigu et contrasté* (2006).



de décolonisation mené par un appareil étatique quasi indépendant⁹. Le paysage de Tunis était marqué par l'installation, sur les hauteurs de la médina et au bord du Lac Sédjoumi, d'une « ceinture rouge » formée de gourbis ; habitations précaires construites souvent illégalement par les affluents de l'exode rural pour s'offrir un toit que les eaux du lac n'hésitèrent pas à porter aux premières pluies intenses. Les gourbivilles devenaient rapidement des quartiers problématiques sur plusieurs plans, dont principalement l'hygiène publique. « Un seul robinet alimente la cité en eau et il n'y a pas d'électricité. Dans chaque habitation on compte sept à neuf personnes vivant dans une seule chambre au sol de terre battue. Aucune organisation qu'elle soit politique ou caritative ne s'occupe d'eux. Ils ont été oubliés sur leur point de terre marécageuse. Pour le gouvernement, ce sont des économiquement faibles, eux préfèrent se désigner par « les en dessous de zéro » [...] »¹⁰.

En Guise de réponse à ce problème socio-urbain, le gouvernement procéda à une dégourbification¹¹ soutenue par un décret beylical du 15 mars 1956 relatif à l'institution des opérations « *melja* ». Ladite opération entre dans le cadre d'un urbanisme de « rattrapage », en grande partie guidé par l'antécédent juridique et technique de l'urbanisme de correction¹².

« Nous voulons, dans les dix prochaines années, effacer cette tare [les gourbis] de notre paysage, disait Bourguiba dans l'un de ses discours adressés aux citoyens de Tunis. Ce sera l'honneur du nouveau régime de doter le peuple de logements sains et décents et d'effacer à jamais le souvenir d'un passé révolu »¹³.

Dans les mots du futur président, l'effacement et la rupture avec le passé s'annonçaient radicaux. Précisons-le, la modernité promue par Bourguiba est considérée comme une révolution et non pas une évolution par rapport à celles qui la précédaient, c'est-à-dire beylicale et coloniale. Aussi, notons-le, hygiène publique et modernité entretiennent un rapport généalogique étroit désormais pris pour un indicateur du degré de réussite d'une modernisation, d'où leur redondance dans le discours des dirigeants.

Finalement, la dégourbification s'est avérée une opération beaucoup plus complexe qu'un simple relogement des collectivités issues de l'exode rural dans un logement bon marché.

⁹ En ce qui concerne l'urbanisme, l'administration indépendante continuait à travailler jusqu'aux années soixante-dix sur la base du décret du 22 juillet 1943 relatif au cadre bâti et celui du 10 septembre 1943 relatif à l'architecture et à l'urbanisme. C'est en quelque sorte ce que Marshall-Johnson a qualifié, pour le cas du Maroc, d'une « fossilisation du système de l'urbanisme colonial ». Les plans continuaient ainsi à être dressés par des architectes étrangers placés à la tête des ateliers techniques du Secrétariat d'État aux travaux publics et à l'habitat.

¹⁰ Pierre Demont, Gérard Mury, 1984, min. 28:05 – 28:39.

¹¹ Action d'éliminer les gourbis.

¹² En 1954, deux ans avant l'indépendance du pays, un plan de zone fortement influencé par le zonage des Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM) et leur charte d'Athènes confondait la médina avec le plus grand gourbiville de Tunis. Loin d'être innocente, cette association assignait systématiquement au noyau historique les insuffisances d'un quartier spontané, dont l'insécurité et le manque d'organisation et d'esthétique. Ceci avait tendance à développer auprès d'une bourgeoisie insécurisée le soutien du projet de démolition de l'ancienne ville qu'elle prenait pour un corps malade à l'agonie. Le percement ou l'effacement du noyau historique ne sont plus soutenus par le colonisateur seulement, mais aussi par des Tunisiens dont le seul souci était de se débarrasser d'une société indésirable née de l'exode rural. Le gouvernement indépendant hérita cette idée et en fit son leitmotiv dans le projet de percement de la médina.

¹³ Habib Bourguiba, 1978, p. 311.



L'étude gouvernementale sous-estimait le mode de vie de la population concernée qui, en plus des ressources financières relativement faibles, s'attachait fortement à une temporalité paysanne désormais prise pour identitaire. Il en résulta une fuite et un entassement des ménages dans les demeures abandonnées ou louées à faible prix dans la médina. En revanche, l'exode rural persistait et accentuait par conséquent la surdensification du noyau historique peu à peu « oukalisé »¹⁴. Il est vrai qu'un gourbi n'avait pas la moindre valeur économique et patrimoniale ce qui a bel et bien facilité sa démolition. Mais cette situation ne s'applique pas à une médina qui, en plus de sa valeur patrimoniale, continuait à loger et à faire travailler un bon nombre de la population tunisoise. Pour s'attaquer au noyau historique, il fallait donc le rabaisser au statut d'un gourbi en le présentant comme une source d'insécurité pour les riverains et en plaçant son état de ruine dans le parcours normal d'une construction vieille de plusieurs siècles. Cette tâche a été menée par Bourguiba en personne qui à chaque fois où la question de l'habitat était soulevée, il n'hésita pas à réitérer ce discours prononcé plusieurs années après l'expérience de dégourbification :

« Les logements populaires que nous avons construits pour lutter contre les gourbis ont été parfois transformés en véritables taudis surpeuplés et malsains, constate Bourguiba. On y vit entassés les uns sur les autres, dans une promiscuité intolérable. Cette population hétéroclite apportée par l'exode rural a débordé maintenant les quartiers traditionnels (médina) où elle était confinée et s'est choisi comme exutoire l'avenue Mohamed V dont les pelouses lui servent de dortoirs pour passer la nuit. La présence de ces gens ne constitue pas seulement un danger pour les paisibles passants, mais un vrai péril pour la capitale. Ils constituent une masse facile à manœuvrer. Il faut donc prendre conscience de ce grand danger qui menace le pays »¹⁵.

Dans le discours du président, « les métaphores corporelles et du nettoyage se greffent sur l'impératif de la prospérité selon une visée qui survit encore dans certaines expressions de la politique contemporaine. [...] Le bonheur de la communauté relève donc de l'assainissement comme acte fondateur de l'économie publique comme de la politique qui doit la mettre en œuvre »¹⁶. Cette politique étant celle de l'effacement total de la source d'ennui en faisant table rase du passé pour ce qui est du legs architectural et en profiter pour expulser les « indésirables » vers leurs régions de provenance grâce à une police urbaine de plus en plus répressive. Dans cet imbroglio, épaulé par les motifs latents de l'hygiène, la circulation et l'embellissement, est née l'idée d'éventrer la médina en y prolongeant l'avenue Habib Bourguiba jusqu'au chef-lieu de la médina; sa casbah.

2. La percée bourguibienne¹⁷ ou l'utopie d'un essai d'haussmannisation du noyau historique de Tunis

2.1. Les plans de Michel Kosmin pour la percée et l'aménagement de la casbah

¹⁴ *Oukala* : habitation de la médina dans laquelle cohabitent plusieurs familles n'ayant pas une relation de parenté. L'*oukalisation* est le phénomène de passage d'une demeure ou un fondouk à une *oukala*.

¹⁵ Habib Bourguiba, 1975, p. 137.

¹⁶ Paolo Napoli, 2003, p. 41.

¹⁷ On la nomme percée bourguibienne malgré l'ancienneté de l'idée, et ce compte tenu du déterminisme qui anima Bourguiba à réaliser ce projet pour prolonger l'avenue portant son nom.



L'idée de faire traverser la médina de Tunis par un prolongement de l'ancienne avenue Jules Ferry rebaptisée avenue Habib Bourguiba au lendemain de l'indépendance, n'était pas récente. Elle remontait aux années 1930, voire avant, quand le colonisateur avait dévoilé dans les dessins de Chevaux et Eloy son projet d'acheminement rapide des cargaisons venues de l'intérieur du pays vers l'Algérie et la France. Néanmoins, elle devint une obsession quand le lien direct entre le quartier des affaires situé dans la ville européenne et celui politique et administratif logé dans les édifices de la casbah s'est fait sentir¹⁸ à la fin des années 1940. On estimait que ce lien direct permettrait aussi le décongestionnement du centre-ville en rendant la circulation automobile plus fluide et en réduisant la surdensité du noyau historique par l'élimination de toutes les constructions, vétustes ou pas, faisant obstacle à cette nouvelle voie. Dans l'urbanisme moderne, gouverné par l'automobile et ses besoins en matière d'espace, la rentabilité spatiale se mesure en fonction du temps de circulation. Mieux encore, « la ville moderne ne peut plus se défendre militairement constate Le Corbusier [...]. Le centre des villes est malade mortellement, leur pourtour est rongé comme par une vermine [...]. Je pense donc, constate-t-il, bien froidement qu'il faut arriver à cette idée de démolir le centre des grandes villes et de le rebâtir [...] »¹⁹.

Pareillement à plusieurs architectes adeptes de ce constat prononcé par le précurseur même du Mouvement moderne, Michel Kosmin²⁰ proposa en 1959 un plan de la percée fait dans le cadre d'un « Projet d'amélioration de la circulation de Tunis ». Pour résoudre le problème du trafic mécanique, l'architecte prévoyait un système de ceintures concentriques – grande, moyenne et petite – auxquelles il ajoutait « un système de voies radiales » pour desservir l'intérieur du pays et les quartiers nés à proximité du noyau central (fig. 1).

¹⁸ D'après nos analyses, l'ancêtre directe de la percée bourguibienne est à situer dans le plan Deloge de 1948.

¹⁹ Le Corbusier, 1994, p. 88.

²⁰ Architecte, Chef de la Section d'urbanisme de la délégation régionale de Bizerte du Commissariat à la reconstruction et au logement de Tunisie. Auteur de *Ville linéaire : aménagement, architecture* (1952), il était chargé à l'époque « d'étudier ou de faire étudier et d'appliquer les plans d'aménagement dans un vaste territoire qui comprend le bassin de la Medjerda et les régions situées au nord » Michel Kosmin, 1952, p. I.

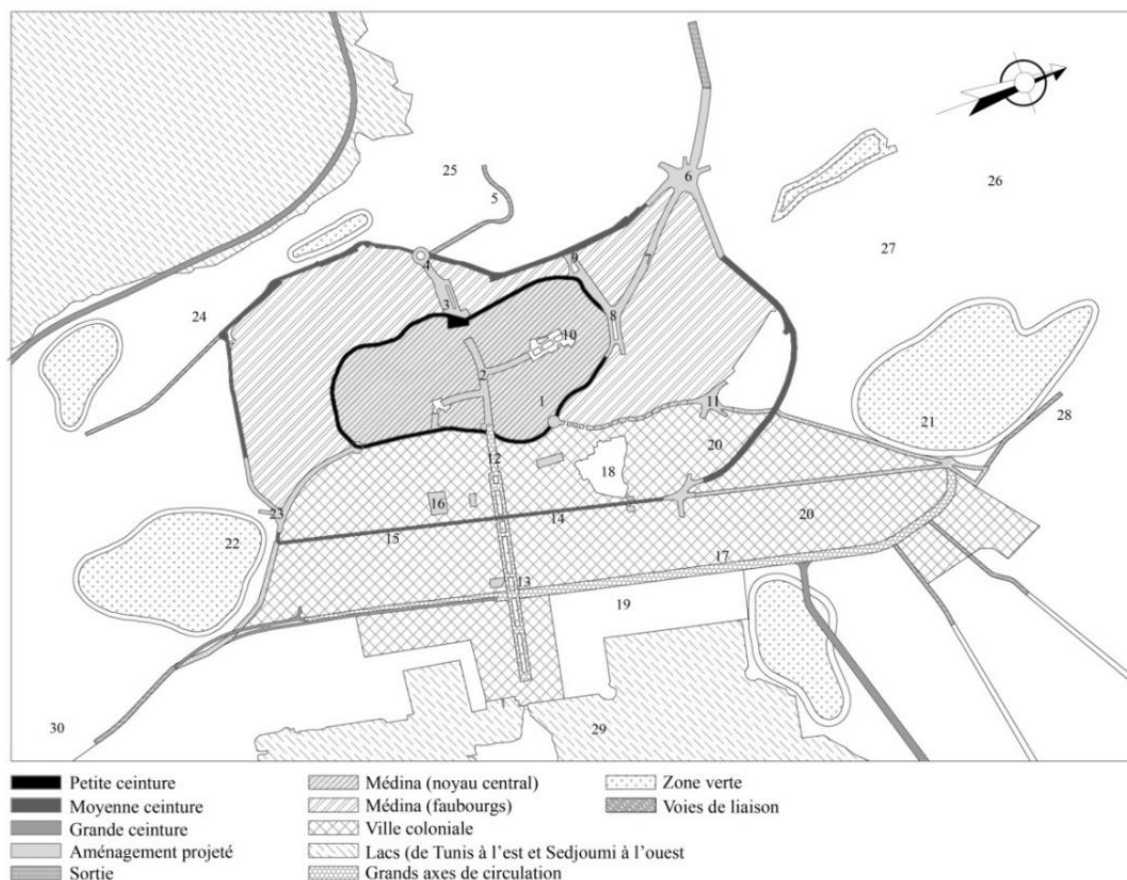


Fig. 1. Plan pour le projet d'amélioration de la circulation dans la ville de Tunis – 9 octobre 1956 –
Architecte : Michel Kosmin.

1-Zone centrale de la médina (noyau historique), 2-Percée est-ouest, 3-Aménagement de la Casbah, 4-Bab Sidi Abdallah, 5-Sortie vers le nord-ouest du pays et l'Algérie, 6-Dégagement nœud Bab Saadoun, 7-Percée Bab Saadoun, 8-Bab Souika, 9- Sortie sur l'avenue Bourde, 10-La hara (percée), 11- Dégagement nœud Bab El-Khadra, 12-Avenue de France, 13- Avenue Habib Bourguiba, 14-Avenue de Paris, 15-Avenue de Carthage, 16-Parking à prévoir à côté de la gare des voyageurs, 17-Avenue Mohamed V, 18-Cimetière israélite, 19-Esplanade, 20-quartier franc, 21-Belvédère, 22-Cimetière musulman El-Djallaz, 23-Dégagement nœud Bab Alioua, 24-Gourbiville Saida El Manoubia, 25-Gourbiville Mellassine, 26-Gourbiville Djebel l'ahmar, 27-Franceville, 28-Cités jardins, 29-Lac de Tunis, 30-Gourbiville Sidi Belhassen.

Source : dessin et annotation par l'auteur sur la base d'un plan repéré dans les archives de la Cité de l'architecture et du patrimoine, fonds Bernard Zehruss (1911-1996) 358 AA, Boîte n°15- Échelle originale du document 1/5000.

D'autre part, pour assainir le centre-ville, Kosmin proposa de décongestionner la capitale par sa dégourbification. La suppression des gourbis devait passer par la mise en valeur des espaces agricoles hors périmètre communal (cas du bassin de Medjerda) afin d'encourager les paysans des gourbivilles à regagner leurs bleds d'origine. Le décongestionnement devait mobiliser des dizaines de milliers de familles, soit 50 000 personnes que Kosmin



classa en trois groupes en fonction de leur pouvoir économique. Selon une approche ségrégative basée sur ce paramètre, les économiquement faibles étaient supposés être logés dans les quatre grands gourbivilles après leur amélioration : *Djebel l'Ahmar* au Nord, *Borgel* à l'est, *Mellassine* à l'ouest et *Kabaria* au Sud. Quant aux économiquement moyens et forts, ils allaient être répartis sur les cités-jardins et les parcs cités à aménager près du parc Belvédère.

Pour embellir la capitale, il fallait imposer « le culte de la verdure », écrivit l'architecte dans son rapport justificatif²¹. Il recommanda alors le boisement des cimetières et leur transformation en parcs verts, la transformation du Lac *Sédjoumi* en une réserve pour les cultures maraichères, l'irrigation des « terrains conquis » et l'assainissement du lac de Tunis. L'architecte n'hésita pas à mentionner que cette solution se situait dans la continuité de celles données depuis les années 1930 et qui, pour des raisons financières et techniques, n'ont pu aboutir. Toutefois, il était d'avis que : « l'aménagement d'une ville existante pose toujours des problèmes ardues et exige des solutions de courage et de sacrifices. Le développement extrêmement rapide des données techniques exige une évolution continue des grandes villes et surtout des capitales qui doivent s'adapter coûte que coûte au rythme de l'époque sous peine d'être dépassées ». « En éliminant les solutions fantaisistes, en tenant rigoureusement compte des solutions financières, en ne procédant aux opérations chirurgicales de l'urbanisme que dans les quartiers dépourvus d'intérêt et de qualité ».

Le percement du cœur de la médina (fig. 2) était alors perçu comme une « opération chirurgicale » inévitable dans un corps malade où, selon l'architecte, le secteur artisanal demeurerait actif, mais « incompatible avec les conditions modernes d'exploitation », de nombreux immeubles sont « vétustes, malsains et surpeuplés » et les rapports sociaux deviennent de plus en plus complexes dans un environnement marqué par la pauvreté et l'insécurité. Il va sans dire que de telles conditions étaient loin de favoriser l'ambition principale de cette opération qui, décrite par l'architecte, consistait en la création d'« un accès représentatif aux quartiers des ministères et le décongestionnement de la place de la Casbah ». Le projet fut ensuite approuvé et appuyé par l'architecte, Grand prix de Rome, Olivier Clément Cacoub²² dont il couvait l'idée depuis son séjour dans la villa Médicis.

L'administration centrale, étant suffisamment consciente de l'envergure des travaux, sollicita alors l'avis d'un autre architecte fort familiarisé avec l'architecture et l'urbanisme locaux ainsi que leurs problématiques dans le contexte tunisois : Bernard Zehrfuss. Ancien architecte en Chef des Services d'architecture et d'urbanisme pour la reconstruction de la Tunisie (1942-1947), mais aussi un ami proche de Bourguiba²³, l'opinion de Zehrfuss peut

²¹ Union internationale des architectes (UIA), Boite I/8, « Plan d'aménagement de la ville de Tunis : rapport explicatif ».

²² Le rôle de Cacoub dans cette histoire est important. Nous lui consacrons un chapitre à part dans notre thèse ci-dessus mentionnée comme nous invitons le lecteur à en prendre connaissance pour mieux saisir les motifs qui animaient et poussaient le futur architecte-conseil du président Bourguiba à défendre le projet de la percée.

²³ En plus d'être l'architecte de la villa privée de Bourguiba dessinée le 21 mars 1955, Zehrfuss abrita chez lui dans sa résidence de Sidi Bou Saïd, le futur chef d'État lors de son retour triomphal de l'étranger en juin 1955. Il avait même une certaine adoration envers le président, en témoigne le buste de Bourguiba qu'il garda dans sa demeure.

être résumée dans cette phrase tirée de son rapport rédigé en réponse à la demande administrative :

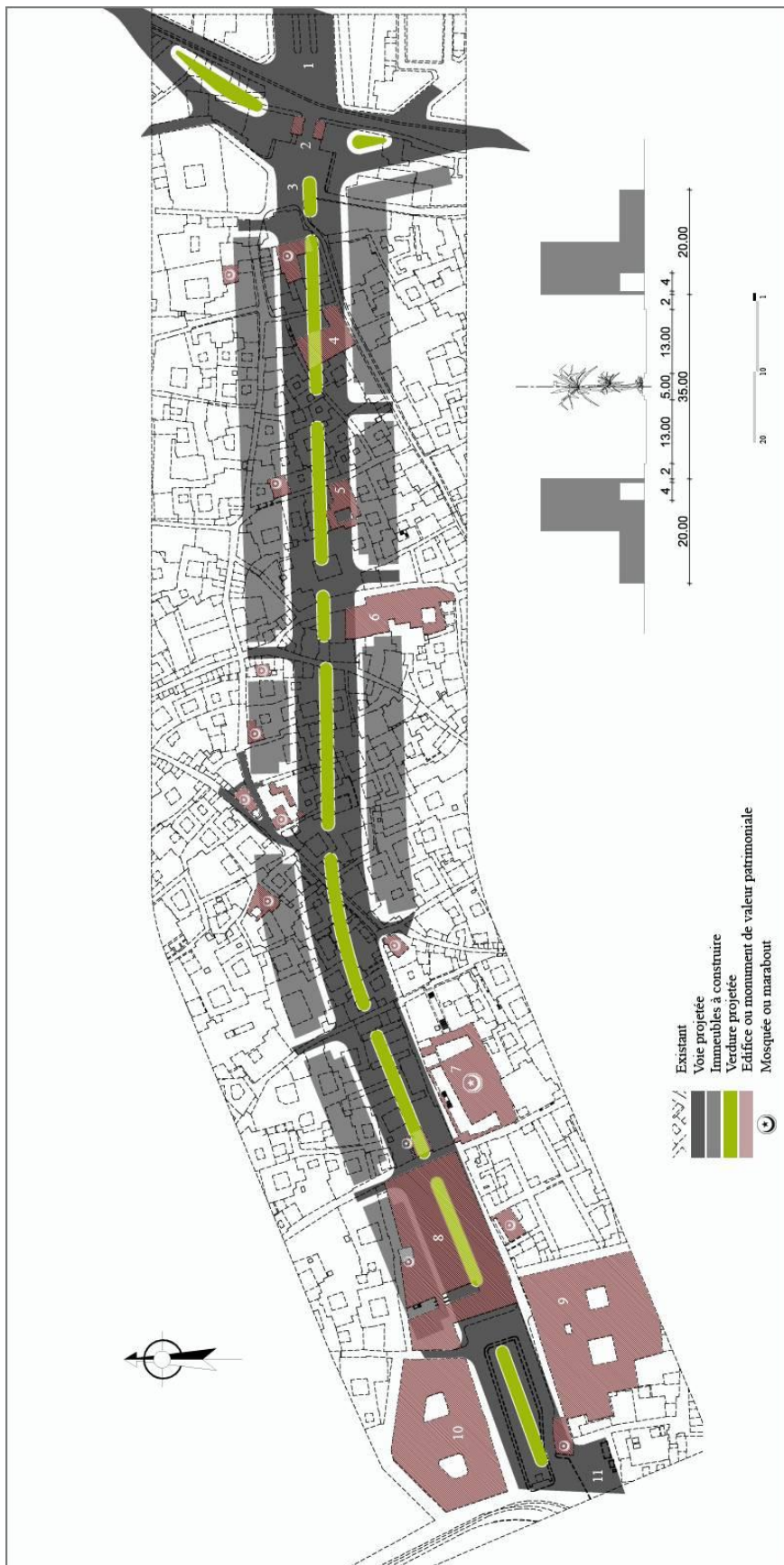


Fig. 2. Plan de la percée (1957) - Architecte : Michel Kosmin.

1-Avenue de France, 2-Porte de France, 3-Place de la Victoire, 4-École des frères, 5-Sœurs du bon secours, 6-Pensionnat St-Joseph, 7-Mosquée de Sidi Ben Arous, 8-Direction des travaux publics, 9-Dar El Bey, 10-Ministère des finances, 11-Place de la Casbah.

Source : dessin l'auteur sur la base d'un plan repéré dans les Archives Nationales de Tunisie (ANT) / Ref. Arch. Série M, S/série M5, Carton 11, Dossier 13-Échelle originale du document : 1/500



« L'urbanisme « à la Haussmann », constate-t-il, semble en effet avoir vécu et les opérations faites par les Turcs au siècle dernier ne se sont pas révélées heureuses, parce que trop brutales et, pour vouloir être spectaculaires, absolument antisociales »²⁴.

Pour Zehrfuss, il s'agit d'un chantier d'envergure pour lequel l'État devrait prévoir un service compétent voué uniquement à cette opération. Sur le plan financier, l'architecte précisait que l'opération « ne peut en aucun cas s'envisager comme une opération d'État ». Vu la situation économique faible de l'État, il ne pouvait s'empêcher d'avoir recours aux capitaux privés. Il évoquait aussi l'aspect touristique qui malgré l'état de la médina, continuait à en faire une source économique considérable. Il se montrait cependant particulièrement sensible aux côtés social et symbolique de la nouvelle avenue. Zehrfuss était d'avis que « cette opération profitera surtout à une catégorie privilégiée au détriment d'une autre ». Les économiquement faibles seront gravement touchés par ces travaux puisque leur relogement est assez flou et seuls les économiquement forts et moyens profiteront du logement à substituer aux constructions de la médina. Quant à la monumentalité de la nouvelle avenue, celle-ci ne peut être atteinte malgré l'aspect moderne et la taille des futurs immeubles. En effet, on sait que derrière leurs façades se cache une autre vie qui attend à être améliorée. Autrement dit, l'architecte voulait attirer l'attention des planificateurs sur la réalité d'un cache-misère, un décor théâtral d'une scène où voulait s'exhiber le projet modernisateur de l'État au détriment d'une arrière-scène où s'entassaient les oubliés de la cité dans des conditions d'hygiène déplorables.

2.2. Le concours international pour une étude d'aménagement dans la ville de Tunis et son colloque (1959-1962)

Face à cette divergence d'opinions, le gouvernement décida d'élargir le cercle des propositions moyennant un Concours international pour une étude d'aménagement dans la ville de Tunis, organisé avec l'administration de l'Union internationale des architectes (UIA) à Paris. Ainsi, le 29 septembre 1959, une lettre²⁵ envoyée par l'Ingénieur en chef des ponts et chaussées, Chef des services du bâtiment et de l'urbanisme : Abdelaziz Zenaïdi, au Secrétaire général de l'UIA ; l'architecte Pierre Vago, déclencha le long processus d'un concours international qui alla durer presque deux ans (1959-1962). En réalité, cet envoi qui se voulait une officialisation de la procédure était précédé par une rencontre en personne, entre les deux hommes, au siège de l'UIA. Pour Vago, le percement de la ville indigène était une « lourde erreur » qu'il décrivit dans ses mémoires comme suit :

« C'était une idée que tout le monde déplorait et craignait, sans avoir assez d'arguments – et de courage – à opposer au patron [Bourguiba]. J'étais tout à fait d'accord pour considérer que, à tous égards et à tous points de vue, le percement de la ville historique construite sur une colline, entre les deux dépressions – le lac de Tunis et la zone marécageuse du *Sedjoumi* – était une lourde erreur et ne résoudrait aucun des sérieux problèmes que posaient l'aménagement et le développement de la capitale du nouvel État »²⁶.

²⁴ Cité de l'architecture et du patrimoine (CAP), Fonds Bernard Zehrfuss (1911-1996) 358 AA, Boîte n°15- Lettre d'envoi par Zehrfuss au Secrétaire d'État à la présidence chargé de la coordination, Secrétaire d'État à la défense nationale (SEDN).

²⁵ Archives de l'UIA, boîte I/8, lettre de Abdelaziz Zenaïdi à Pierre Vago en date du 29 sept. 1959.

²⁶ Pierre Vago, 2000, p. 350.



Connaissant la ferveur qui animait les chefs des États fraîchement indépendants, notamment leur désir à monumentaliser leurs combats pour la libération et de construire, parfois hâtivement, des capitales modernes à l'image de la nouvelle ère²⁷, Vago se résolut à ce qu'un événement international était « le meilleur moyen de donner une réponse ayant un poids suffisant, à la volonté du président de réaliser une importante opération d'urbanisme ». Le Concours était alors lancé en dépit des risques à prendre, voire même, d'un résultat connu d'avance²⁸.

Partant, le programme du concours était formulé de façon sommaire en cinq points dont les trois premiers étaient inspirés du rapport de Michel Kosmin qui, rappelons-le, mettait en amont la solution de la percée monumentale. Chacun de ces points peut être considéré à lui seul comme un projet :

- « l'étude de la création à travers le vieux Tunis d'une percée ayant pour origine l'avenue Habib Bourguiba à partir de *Bab Behar* et pour aboutissement le Boulevard de ceinture près de l'ancienne porte *Bab Sidi Abdallah*.
- Une esquisse d'aménagement du Lac de Tunis (*Bahira*) et de ses abords entre l'autoroute Tunis-Goulette et la zone du *Borgel*.
- Une esquisse d'aménagement du Lac *Sedjoui*.
- Une esquisse d'un mémorial de portée Nationale à ériger sur la colline de Sidi Bel Hassen.
- Une esquisse de la résidence du président de la République dont l'emplacement est laissé à l'initiative du concurrent »²⁹.

La formulation succincte du programme, le manque de documents (texte, cartes, plans, photos aériennes, etc.) mis à la disposition des concurrents et les nombreuses pièces demandées comme réponse (planches de dessins, rapports, maquettes, etc.) face au temps relativement court pour la soumission des projets, suscitèrent la critique de certains participants. Ce fut le cas de l'architecte Emile-Jean Duhon, Président de la section marocaine de l'UIA et Architecte officiel du Roi du Maroc, qui reprocha aux organisateurs leur « manque de sérieux ».

En novembre 1960, 56 projets provenant de 15 pays différents étaient reçus par le Secrétariat d'État aux travaux publics et à l'habitat (SETPH) à Tunis. Le Jury s'était réuni le mois de décembre puis en janvier 1961. Force est de préciser que la décision du jury de

²⁷ Étant l'organisateur principal des concours internationaux en architecture et en urbanisme, l'UIA recevait à l'époque plusieurs demandes de compétitions pour des projets d'aménagement des capitales des pays décolonisés. Les projets proposés sont souvent utopiques et rares sont ceux qui finissent par être réalisés, du moins partiellement. Quand le jury décide de ne pas décerner de premier prix, ceci implique qu'aucun projet n'est réalisable. La compétition est alors suivie par un colloque international dont l'objectif est de faire toute la lumière sur la leçon tirée de l'expérience d'un concours inabouti.

²⁸ Face à cette décision, une question s'impose : qu'est-ce qui pousse l'UIA à s'engager dans un processus dont l'absurdité était certaine ? En réalité, l'UIA avait aussi ses objectifs politico-économiques latents qu'explique clairement Nicolas Aymone dans son ouvrage *L'apogée des concours internationaux d'architecture : l'action de l'UIA 1948-1975* (2007). Les ex-colonies en cette nouvelle ère géopolitique continuaient à offrir un marché de travail pour les architectes-urbanistes étrangers, propice à une expérimentation souvent fantaisiste et démesurée. À ceci s'ajoute le désir de diffuser les principes de l'urbanisme fonctionnel et le transfert des modèles et des pouvoirs décisionnels, étroitement liés aux diverses pratiques coloniales.

²⁹ Archives de l'UIA, boîte I/8, règlement et programme, version finale.



ne pas décerner de premier prix et de se contenter de la sélection de cinq projets à primer était prise dès la première réunion avant même de parcourir l'ensemble des projets. Parce que l'octroi d'un premier prix impliquait systématiquement l'approbation de la réalisabilité du projet, le jury ne voulait ni peu ni prou assumer les conséquences de ce que Pierre Vago nomma une « lourde erreur ». Il se contenta alors de sélectionner les projets les mieux représentatifs des solutions proposées pour en tirer une leçon sur l'équation difficile à résoudre entre l'ancien et le moderne. Du projet le plus radical, celui qui appliqua la *tabula rasa* en se souciant peu de la valeur patrimoniale des lieux au projet le moins destructif, celui qui préserva le noyau historique en l'élevant au rang du joyau intouchable, on voyait à travers les propositions de réaménagement la querelle entre les courants progressiste et culturaliste en urbanisme, mais, aussi la pauvre connaissance de la structure architecturale et urbaine de la ville arabo-islamique nord-africaine. Dans la plupart des cas, le délabrement des conditions d'hygiène dans la médina était expliqué par sa surdensité, le manque d'espaces verts, son architecture introvertie et son tracé organique perçus comme un obstacle pour la ventilation, l'installation d'infrastructure (réseau d'égouts) et la circulation automobile dont celle chargée de la collecte des ordures ménagères. Pour y remédier, les participants préféraient raser et ériger des espaces verts publics. Néanmoins, vue l'étroitesse de ces implantations on peut leur appliquer la juste formule de Camillio Sitte pour qui « [...] du point de vue de l'hygiène, la présence de ces quelques arbres est parfaitement indifférente, car ils ne procurent ni ombre, ni fraîcheur. Au contraire, c'est eux qu'il faut empêcher de dépérir à cause de la chaleur et la poussière »³⁰.

De son côté, le jury était d'avis que l'amélioration de la salubrité de la médina ne pouvait se passer de l'entrée, dans les mesures du possible, de la circulation mécanique. Une telle tâche ne pouvait se faire qu'après la réduction de la densité du quartier en se passant des îlots à faible valeur historique, économique, religieuse, socioculturelle, etc. Cette aération devrait, toutefois, se faire grâce à des « pénétrations périphériques et axiales nombreuses » permettant d'« irriguer » le cœur de la ville sans affecter son caractère spécifique. « Pour être efficace, cette opération d'assainissement doit porter sur toute l'étendue de la médina », pouvons-nous lire dans le rapport final du jury.

Lors de la délibération qui précédait la visite du président à la salle d'exposition des projets située sur l'avenue Habib Bourguiba, se révéla la nature de la relation entretenue entre le chef de l'État et ses conseillers. En effet, « après la rédaction des conclusions et l'ouverture des enveloppes, l'euphorie régnait, reportait P. Vago, jusqu'au moment où se pose la question de savoir qui allait faire connaître et expliquer à Bourguiba une position totalement contraire à ses vues. Le président et le rapporteur, tous deux tunisiens et dépendant du chef suprême, n'étaient visiblement pas enchantés par la perspective de devoir affronter une colère prévisible. Au grand soulagement de tous, je proposais de m'en charger »³¹.

À son arrivée, le président suivit avec beaucoup d'attention l'exposé de Pierre Vago pour chacun des projets retenus (fig.3 et 4). Au sujet de l'aménagement des lacs, le Secrétaire général de l'UIA lui expliqua qu'aucun projet n'avait proposé une solution adéquate pouvant être réalisée. Pour Bourguiba, cette partie du projet n'étant pas aussi importante

³⁰ Camillio Sitte, 1980, p. 109

³¹ Pierre Vago, 2000, p. 351.

comparée au problème de la percée, il décida sur le champ : « nous en ferons un nouveau poumon de la capitale »³². Pour ce qui est de la percée, le Secrétaire général de l'UIA profita du moment pour sensibiliser le président au caractère unique de la médina et de l'éventuelle perte irréversible de cet héritage si l'on insiste à y appliquer la table rase. Il l'éclaira aussi sur les solutions possibles pour la Tunisie du XXI^e siècle, celle qu'il serait mieux de développer loin de l'asphyxie du centre-ville, du côté de Gammarth et de Carthage.



Fig. 3. (à gauche) Pierre Vago expliquant au président l'un des projets primés (projet de l'équipe turque- cas du tunnel).

Fig. 4. (à droite) Mémorisation de l'évènement – conférence de presse.

Source : Archives de l'UIA, Boîte I/8

« Placé sur ce plan, l'exposé enthousiasma Bourguiba. Aussitôt, abandonnant la malheureuse idée fixe de la percée, il voyait déjà SON TUNIS alliant passé et avenir, tradition et modernité, s'installant sur les hauteurs qui prolongeaient la ville vers l'ouest, alors que se développaient vers l'est les activités industrielles. Ravi par les perspectives qui s'ouvraient à sa Tunisie, il invita les membres du jury à poursuivre l'entretien dans l'après-midi, dans sa résidence privée. Après son départ, nous passâmes un grand soupir de soulagement. Les choses s'étaient passées au-delà de nos espoirs »³³.

Conformément à la tradition de l'UIA, un concours était souvent suivi par un colloque international à vocation pédagogique. C'est ainsi que du 27 mars au 3 avril 1961, architectes, urbanistes, ingénieurs et administratifs à la tête des deux institutions organisatrices du concours : le SETPH et l'UIA, se sont réunis au siège de la Maison des associations culturelles pour tenir conférence au sujet de la compétition et ses résultats. En plus des équipes lauréates, étaient présents des architectes de renommée internationale, dont Georges Candilis (1913-1955), Sir Robert Hogg Matthew (1906-1975), Cornelius Van Eesteren (1897-1988) et Bernard Zehrffuss.

De cet événement on retient les points suivants :

³² La Dépêche tunisienne, 19 jan. 1961, p. 1.

³³ Pierre Vago, 2000, p. 252.



- Les archéologues, les historiens et les architectes invités déplorèrent toute atteinte massive à la structure de la médina. Ils en faisaient un modèle, voire une astuce urbaine inspiratrice pour échapper à la ville individualiste introduite par le Mouvement moderne.
- Les architectes lauréats prirent la défensive de leurs projets respectifs. Le colloque leur était le moment idéal où il fallait convaincre pour vendre, même partiellement, leurs propositions.
- Les architectes de la fonction publique adoptèrent la position nuancée. Elle leur permettait de sauver leur image face à leurs collègues ayant déjà témoigné d'une sensibilité à l'égard du patrimoine. En outre, la position d'entre-deux semble leur éviter la colère présidentielle.
- Enfin, les ingénieurs mirent à l'index la valeur historique du legs patrimonial et préférèrent discuter sa rentabilité économique en termes de chiffres, on ne peut plus, peu maîtrisés³⁴. Ils s'entendirent à ce que la médina est un obstacle pour l'aménagement de Tunis, voire un signe de décadence qu'il faut urgemment effacer.

Finalement, de cette extension du concours à travers une sorte de table ronde où furent débattues les problématiques inhérentes à l'aménagement de Tunis, se confirme la reprise des mêmes questions/réponses données depuis 1958, voire avant. Entre le rapport de Bernard Zehrfuss de 1958 et le procès-verbal du colloque de 1961, il existe une forte similarité des décisions prises. Partageant l'avis de J. Abdelkafi, il s'agit des « différentes phases d'une même procédure d'aménagement, dans laquelle on peut lire la volonté de réaménager la capitale dans la perspective d'une récupération des instruments et des symboles de la souveraineté nationale. Sous l'égide du leader charismatique Habib Bourguiba, premier président de la République (25 juillet 1957), une redistribution spatiale des équipements du pouvoir allait être entreprise »³⁵.

3. Le chantier de Tunis au lendemain du concours : personnification et réappropriation des symboles de la souveraineté nationale

L'épisode du concours peut être considéré comme un moment névralgique dans l'histoire de l'urbanisme moderne de Tunis. En effet, c'est à lumière de cet incident que les autorités décidèrent quelques mois plus tard de privilégier certains lieux et personnes parmi d'autres dans un chantier généralisé sur l'ensemble de la capitale.

3.1. Des percements partiellement réalisés

L'intérêt pour l'hygiène continua à absorber l'administration centrale qui trouva dans le percement de deux quartiers de la médina une solution, on ne peut plus peu efficace, aux soucis de salubrité et de circulation mécanique. En effet, la percée réalisée en 1964 dans le quartier de Sidi El-Béchir au sud-est de la médina (fig. 5) a dû être interrompue faute de moyens financiers et à cause de l'opposition citoyenne réprimée par les forces de l'ordre. Ceci nous ramène au conseil de Zehrfuss exhortant les autorités à précéder toute intervention de ce type par des études sociale, budgétaire et technique réalistes, une étape qui semble avoir été négligée. À voir aujourd'hui l'état des lieux, on ne peut qu'être frappés par l'anarchie qui y règne que ce soit du point de vue de la circulation automobile en

³⁴ J. Abdelkafi mentionne que, faute d'une enquête approfondie sur la situation des lieux, les chiffres avancés par les ingénieurs se contredisent et se sont avérés erronés.

³⁵ Jellal Abdelkafi, 1989, p. 120.

permanent embouteillage ou des pratiques spatiales liées à la réappropriation des immeubles modernes et de la voie publique par les habitants et les marchands ambulants. Ni la salubrité ni l'esthétique convoitées ne semblent avoir été gagnées.

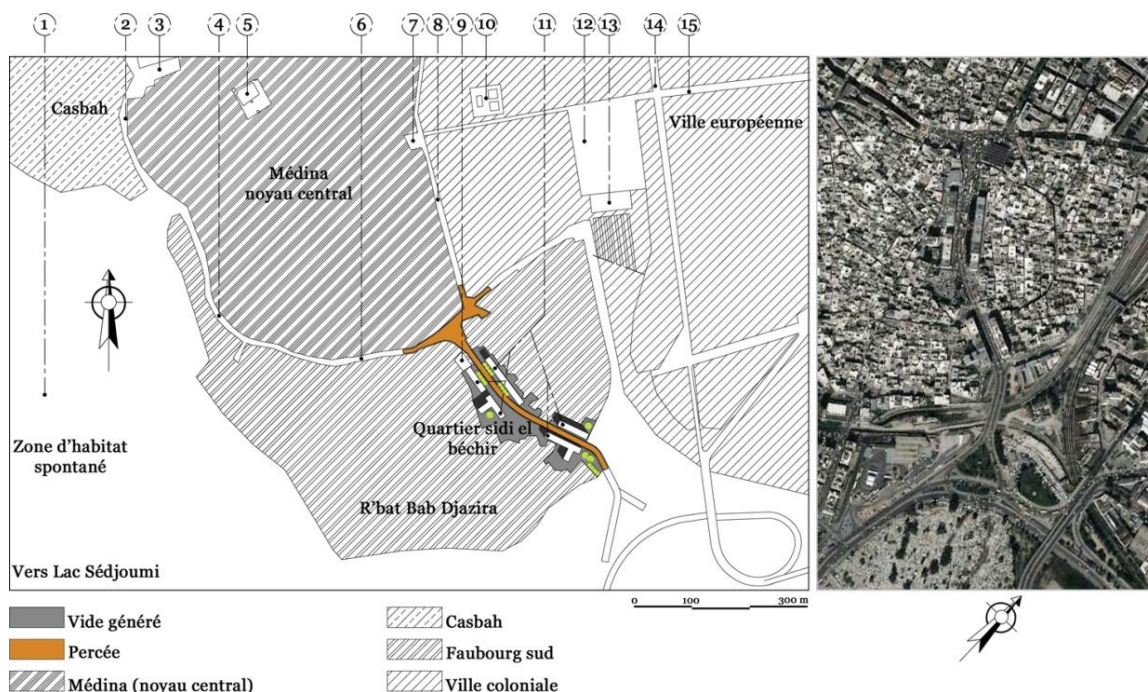


Fig. 5. La percée de Sidi El-Béchir (1964)

Concepteurs : Ludovico Quaroni et Adolfo De Carlo, architectes urbanistes conseils auprès de la Commune de Tunis et le SETPH. 1-Cité spontanée : Sidi Hacine, née à proximité du lac *Sédjoui*, 2-Boulevard *Bab Menara*, 3-Place du Gouvernement, 4-Souk *El-Asser*, 5-Mosquée Zitouna, 6- Boulevard *Bab Djedid*, 7-Boumandil, 8-Boulevard *Al-Djazira*, 9-Mosquée Sidi El-Béchir, 10-Marché central, 11-Bandes d'immeubles construits à la place des maisons démolies, 12-Place Barcelone, 13-Gare de Tunis, 14-Avenue de Carthage/Avenue de Paris, 15-Avenue Farhat Hached/Avenue d'Espagne.

À droite : vue aérienne de la percée de Sidi El-Béchir (GoogleEarth 01-03-2012)

Source : dessin de l'auteur.

La situation de la seconde percée dite de *Bab Souika-Halfaouine* (fig. 6), réalisée à l'aube des années 1980, n'était pas meilleure. En 1983 était donné le coup d'envoi de l'opération la plus importante dans la médina. Avec la démolition de 21000 m² de constructions, la reconstruction de 28000 m² de bâti et l'aménagement de 11000 m² de places et placettes, ces travaux ont clairement marqué le paysage et les esprits. Les plans étaient dessinés par O. C. Cacoub, fervent défenseur de la percée et désormais architecte-conseil du président. Afin de minimiser les dégâts, l'architecte a dû remanier ses dessins à maintes reprises, que ce soit sous la pression citoyenne ou de celle de l'Association de sauvegarde de la médina (ASM) fraîchement fondée en réponse à la percée Sidi El-Béchir. En réalité, il n'y avait pas que la défiguration ou le sacrifice des lieux qui posaient problème. Les habitants refusaient aussi de voir se substituer à leurs demeures expropriées « une place à la dimension du Président (200/60 m) » disait Cacoub, là où sera érigée la statue du « combattant suprême ». Cette prise de position qui coïncide avec les émeutes de pain est intimement liée à la valeur historique de ce quartier, le rôle que jouaient ses habitants dans la lutte contre la colonisation française et la relation de Bourguiba à ces habitants.

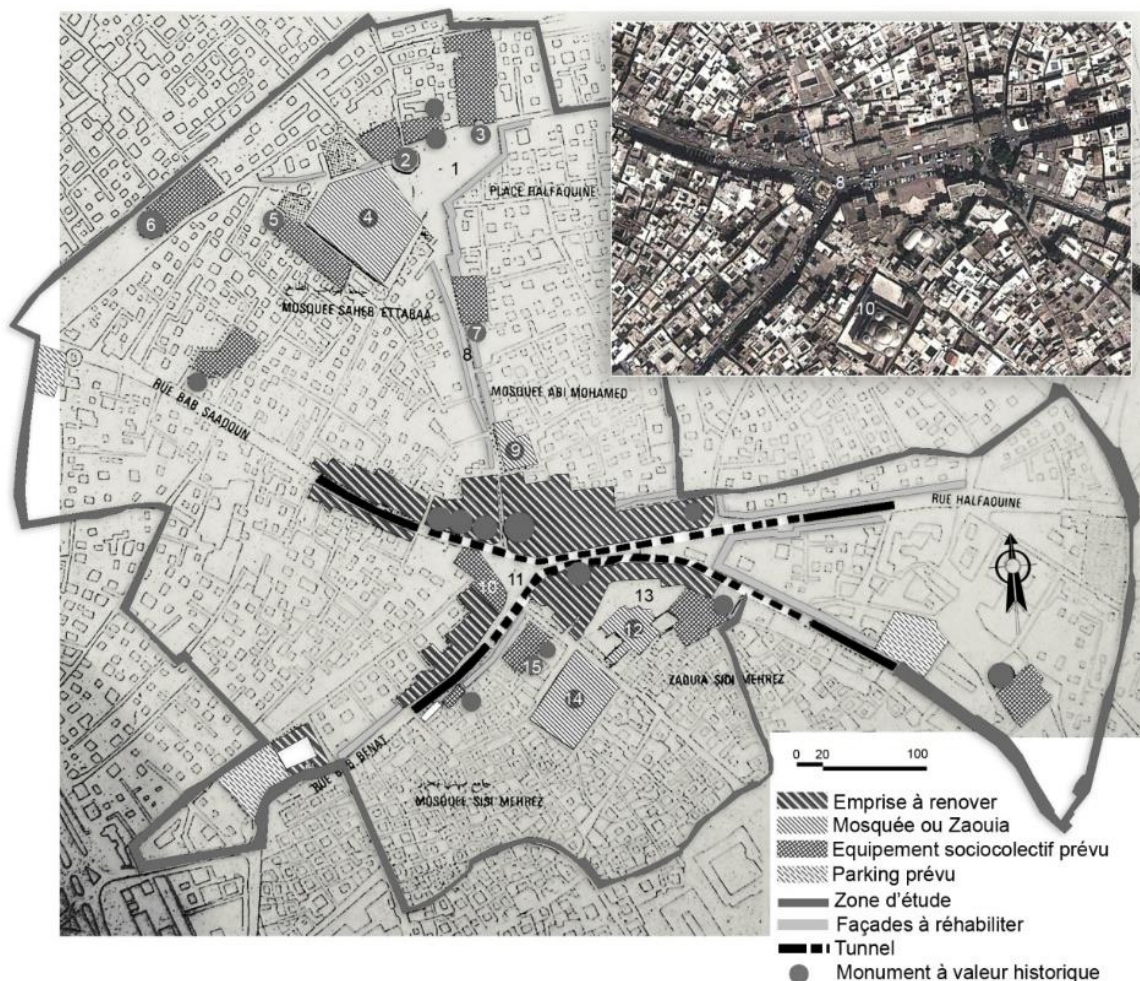


Fig. 6. Plan et vue à vol d'oiseau de la percée Bab Souika-Halfaouin

1-Place Halfaouine, 2-Palais Saheb Ettabaa, 3-Palais Khaznadar transformée en école primaire puis en théâtre des arts dramatiques, 4-Mosquée Saheb Ettabaa, 5- Zaouïa Sidi Chiha, 6-Hamma Saheb Ettabaa, 7-Fondouk des tisserands de la rue Halfaouine, 8- Rue Halfaouine, 9-Mosquée Abou Mohamed, 10-Nouveau bureau de poste (ancien hammam bab Souika), 11-Place Bab Souika, 12-Zaouïa Sidi Mehrez, 13-Cimetière transformé en marché de fruits et légumes, 14-Mosquée Sidi Mehrez, 15-Fondouk des tisserands de Sidi Mehrez.

Source : dessin de l'auteur sur la base d'une pièce d'archive repérée à la bibliothèque de la Médina de Tunis sise à Dar Ben Achour, Réf : 711-522 (611).

« Pour comprendre cette attitude et en saisir les ressorts, explique Olivier Feneyrol, il nous faut d'abord rappeler qu'en affirmant sa volonté de « réhabiliter » le quartier, le président Bourguiba entendait présenter son projet comme « une marque de sollicitude et d'extrême bienveillance » à l'égard des « gens de Bab Souika », une sorte de manifestation de son attachement pour ce « bastion du Mouvement national », dont il aurait gardé « des souvenirs remontant à l'époque où il était jeune avocat » et auquel l'auraient uni « des liens solides de lutte commune ». Or, loin de reconnaître au chef de l'État la volonté de faire œuvre de générosité et d'utilité publique, la population locale semble avoir d'abord vu dans ce projet une manœuvre politique visant à régler des comptes avec le passé. Le « Combattant suprême » aurait voulu se venger d'un quartier dont les « enfants » lui

auraient trop souvent tenu tête ; un quartier qui, pouvant témoigner de sa propre histoire, aurait représenté à ses yeux un défi permanent à sa légende et à son autorité »³⁶.

En dépit de la résistance citoyenne à cette appropriation iconique via l'érection d'un monument dédié au chef de l'État, celui-ci, n'empêche, logea au rez-de-chaussée des nouvelles constructions une cellule de son parti politique et décora le tunnel/percée par un bas-relief illustratif de son œuvre, à savoir, l'amélioration des droits de la femme tunisienne et l'instauration de la politique du parti unique à travers le Parti socialiste destourien (PSD) anciennement dit le Néo-destour (1934) (fig. 7).



Fig. 7. Réappropriation iconique des lieux : bas-relief signant l'intervention de l'État dans le quartier de Bab Souika – Halfaouine sous forme d'un tunnel

Au centre, le portrait du combattant suprême, à droite, le sigle du PSD, à gauche : la femme clé de la promotion sociale, en bas : les deux mosquées (Halfaouine et Sidi Mehrez) qu'il voulait réunir par une perspective directe, heureusement inaboutie. Source : photographies de l'auteur, 2011.

Si cette dernière percée révèle à plusieurs échelles une instrumentalisation politique bien concertée, celle-ci semble être encore plus poussée et transparente dans les remaniements introduits sur l'avenue Habib Bourguiba et la Casbah de Tunis. Il s'agit en effet des deux vitrines qui représentaient respectivement le pouvoir colonial et le règne ottoman. Les conquérir, faisait partie du processus ordinaire de la succession des pouvoirs.

Au niveau de l'avenue, cette reconquête s'est faite à trois échelles : du monument, du bâtiment et de la toponymie. Le processus est assimilable à un nettoyage des signifiants visuels porteurs d'une charge symbolique importante quant au commencement d'une nouvelle ère, celle de la gouvernance de Bourguiba.

³⁶ Olivier Feneyrol, 2000, p. 266.



3.2. Déboulonnage/boulonnage des statues

S'attaquer à ces monuments faciles à éliminer était la meilleure solution pour que le gouvernement puisse faire preuve de sa volonté de rompre avec le passé colonial. La première à dévisser était la statue du Cardinal Lavigerie. Mettre ce monument à la tête de la liste des symboles à éliminer ne pouvait qu'être chaleureusement reçu par la population locale³⁷. Le 8 mai 1956, une grande foule en liesse scanda, par le geste et la parole, les cinq heures de dévissement de la statue. Cette dernière fut ensuite confiée aux responsables du scolasticat des Pères Blancs fondé par le Cardinal Lavigerie à Carthage. Elle resta un moment dans les jardins de l'institution avant d'être découpée. La Tunisie perdit ainsi une référence matérielle de sa mémoire dont seuls le texte et l'image en gardent aujourd'hui des traces. On suppose que son étalage dans un musée aurait dû être une manière raisonnable et responsable pour affirmer sa mort symbolique.

Le 17 octobre 1956, c'était au monument de Jules Ferry de subir un sort semblable. Le partisan de la colonisation en Afrique du Nord devait céder la place au vide puis à un bronze de Bourguiba, alors pris pour le héros national qui mit fin au régime de Ferry. Après quelques mois de la cérémonie du premier déboulonnage et la marche citoyenne célébrant l'inauguration de l'avenue Habib Bourguiba, la foule se groupa autour de l'ancienne place Jules Ferry pour applaudir le déclin d'un autre symbole. L'enlèvement de la statue fut confié au Ministère des Travaux publics qui préféra le faire la nuit dans un temps record ne dépassant pas les deux heures. La statue fut ensuite déposée sur un terre-plein à côté du Lac de Tunis avant d'être condamnée à l'isolement dans le jardin d'une institution au Bardo.

Il a fallu attendre le 17 janvier 1978, trois ans après la déclaration de la présidence à vie de Bourguiba en 1975, pour voir une statue équestre haute de cinq mètres et lourde de quatre tonnes se redresser dans l'intersection des avenues H. Bourguiba et Mohamed V. Le président à cheval incarnait parfaitement la figure du chevalier combattant. Dans ce monument se résume une vingtaine d'années de travail sur la théâtralisation du pouvoir bourguibien. Vêtu à l'occidentale et couronné d'un Fez, l'habit révèle la symbiose tant cherchée entre l'ancien et le moderne. La même statue fut ensuite reproduite dans plusieurs ronds-points des grandes villes tunisiennes.

Le samedi 3 juin 1978, dans les « vive Bourguiba ! », le président en personne assista à l'érection de la statue du philosophe et historien d'origine tunisienne Ibn-Khaldoun (1332-1406). Placé sur le même axe de la statue équestre, le monument offre un jeu de comparaisons entre les deux hommes : la statue d'Ibn Khaldoun renvoie à celle de Bourguiba comme le faisait auparavant la statue du Cardinal pour celle de Jules Ferry. Ibn Khaldoun s'est substitué au tombeau du soldat inconnu mis dans l'ancienne place de la résidence en mémoire des âmes sacrifiées dans les Deux Guerres. Cet emplacement n'est point arbitraire. En effet, les Tunisiens s'attendaient à ce que la statue d'Ibn Khaldoun

³⁷ L'érection de ce monument au début des années 1920 dans l'ancienne Place de la Bourse, à l'entrée de la médina, fut accompagnée d'une résistance indigène dont les principaux acteurs étaient les étudiants de *la Zitouna*. La posture du cardinal, meneur principal avec Gambetta et Jules Ferry du protectorat en Tunisie, brandissant la croix chrétienne au seuil de la ville musulmane ne pouvait qu'être bannie par la population indigène qui y voyait le comble de la provocation. ANT, « Célébration du centenaire du Cardinal Lavigerie et participation du directeur général de l'intérieur à l'érection d'une statue dudit Cardinal », Série : SG, S/Série : SG2, Carton : 18, Dossier : 6.



remplace celle du Cardinal sur la place de la victoire. La décision de l'ériger dans cet endroit précis, entre la cathédrale de Tunis et l'ancienne Résidence générale de France, peut être lue comme un règlement de compte récompensant les années d'asservissement au message infligé aux musulmans par le symbole évangélique. À ceci s'ajoute le souci de visibilité que voulaient assurer les autorités tout au long de l'avenue : la continuité visuelle devrait faciliter la comparaison entre la figure intellectuelle du XIV^e siècle et la figure politique du XX^e siècle.

Les Tunisiens s'attendaient à ce que ces symboles coloniaux soient remplacés par d'autres figures militantes ne manquant pas d'importance par rapport à Bourguiba. La presse locale rapporte qu'ils s'attendaient à ce que l'avenue Jules Ferry devienne l'avenue Moncef Bey en l'honneur du martyr de la cause nationale. Ils prévoyaient aussi qu'une statue du docteur Pasteur succéderait à celle du cardinal. Les suggestions étaient multiples, mais elles ne prévoyaient guère cette consécration exclusive de l'avenue à la personne de Bourguiba. En effet, fort influencé par les « Prolégomènes » d'Ibn Khaldoun, le choix de ce philosophe repose sur l'adoption de sa devise tel qu'expliqué par Tahar Belkhodja, un des ministres de Bourguiba :

« Bourguiba, parfois ébranlé, relevait aussitôt la tête et continuait son chemin. À ses yeux, la république se confondait avec l'État, émanation et manifestation d'un pouvoir dont le parti unique était l'instrument, le tout reposant sur sa propre personne. Le Combattant suprême semble avoir adopté la devise d'Ibn Khaldoun : « La politique exige le pouvoir d'un seul » ; « Le système, c'est moi », pouvait-il, à la manière de Louis XIV, répondre à un journaliste au lendemain de l'indépendance. Bourguiba a su ainsi forger son propre mythe, qui fut largement amplifié par l'imagination collective et aura modelé pendant des décennies le cours de l'histoire tunisienne »³⁸.

3.3. Changement de la vocation et du rôle symbolique des édifices

L'artère principale de la ville européenne, l'ancienne avenue Jules Ferry, était marquée par une série de constructions dédiées aux pouvoirs politique, religieux, militaire et culturel français. Du coup, on assiste avec l'État indépendant, soit à une réappropriation des lieux et à leur intégration dans son appareil administratif, soit à une limitation de leur action à la stricte pratique interne au bâtiment. C'était par exemple le cas de la cathédrale de Saint-Vincent-de-Paul où le rituel de la messe, qu'elle soit hebdomadaire ou festive, n'avait plus le droit d'être célébré en dehors des murs de la cathédrale. Pareillement, la résidence de France située juste en face de la cathédrale ne jouait plus son rôle de maison de la gouvernance coloniale en Tunisie. La résidence abrite dorénavant l'ambassade de France et se limite à sa seule tâche de représentant diplomatique d'un État auprès d'un autre. Cependant, le changement de vocation le plus significatif était celui de l'ancien siège de la Sécurité publique du Protectorat qui, par décret du 6 octobre 1955, devint le ministère de l'Intérieur du gouvernement tunisien. Dans l'imaginaire citoyen, il s'agit d'un endroit énigmatique souvent lié à des pratiques répressives dans des intérieurs que seuls connaissent les agents qui y travaillent. *De facto*, sa présence sur cette artère qui s'efforce de jouer le rôle d'un espace public continue à être perçue comme une entrave à la voie citoyenne libre.

³⁸ Tahar Belkhodja, 1998, p. 273.



3.4. Jeux toponymiques : l'histoire du « combattant suprême » racontée dans les plaques

Dans une ville, rien n'est nommé au hasard. Le nom d'une rue, d'une place ou d'un édifice entre systématiquement dans le processus d'immortalisation de tout événement ou personne importants dans la mémoire collective, d'où l'intégration de la toponymie dans la catégorie du patrimoine immatériel. Changer un nom par un autre est une opération d'une extrême fragilité. Lorsqu'une substitution est mal réfléchie, elle peut conduire à la genèse d'un sentiment de haine à conséquences imprévisibles. Ceci a été bien démontré par Raoul Morand dans son traité *De l'Instruction des masses par les choses les plus usuelles : les plaques des rues* (1906) où il conseille de ne pas sous-estimer les répercussions à moyen et à long terme des changements toponymiques. On ne peut donc s'étonner de l'intérêt que lui donnaient les autorités tunisiennes dans la longue liste des transformations urbaines planifiées dans les rues de la capitale. Particulièrement sur l'avenue Habib Bourguiba, on constate que la nouvelle distribution adhère à une logique particulière à placer dans le programme de valorisation du chef de l'État, de son œuvre, ses penchants et ses collaborateurs. Elle est, en outre, une réflexion sur la manière dont peuvent être dévalorisés les « héros » et les actes du passé que le nouveau régime se trouvait contraint d'intégrer dans son projet toponymique. Le changement des noms ne s'était pas fait d'un seul coup. Il va de pair avec les nouvelles conquêtes politiques enregistrées par le gouvernement en place. Il se donne aussi à lire comme une opération de nettoyage dont l'objectif est d'éliminer les noms désuets, désormais peu signifiants aux yeux du gouvernement, et de faire briller les signes et les symboles de la nouvelle ère.

À observer la figure 8 où on compare les anciens noms qui remontent à l'an 1900 et les nouveaux introduits progressivement après l'indépendance, une certaine logique peut être résumée dans huit points suivants³⁹ :

- « Le nom de l'artisan du Protectorat [Jules Ferry] cédant la place au nom de celui qui y avait mis fin [Bourguiba] »⁴⁰
- Intégration de certaines personnalités tunisiennes dont principalement les partisans du néo-destour
- Intégration de figures françaises ayant partagé avec Bourguiba les principes du projet de décolonisation tel que Charles de Gaulle.
- Intégration de certaines personnalités du Monde arabo-musulman comme Jamel Abdennasser, Mohamed V et Kamel Atatürk. Le dernier ayant amplement influencé la jeunesse de Bourguiba, le mentionne Driss Abbessi dans *Entre Bourguiba et Hannibal : identités tunisiennes et histoire depuis l'indépendance* (2005)
- Garder les noms arabes, mais changer un seul bien particulier. Il s'agit de la rue Es-sadikia, au nom de l'institution beylicale fondée par Kheireddin Bacha en 1875 et premier jet d'un enseignement moderne, un domaine que Bourguiba lutte pour y coller une paternité exclusive.
- Introduction de noms propres et de dates particuliers.
- Un champ lexical exclusivement politique.

³⁹ Pour un détaillé de chaque point, voir notre thèse de doctorat cité au début de l'essai.

⁴⁰ Paul Sebag, 1998, p. 626.

N°	Nom durant la période coloniale	Nom à l'indépendance
1	Porte de France	Porte de France
2	Rue Al-Djazira	Rue Al-Djazira
3	Rue Léon Roches	Rue M. M'Barek ★
4	Avenue de France	Avenue de France
5	Rue Amilcar	Rue Amilcar
6	Rue d'Italie	Rue Charles de Gaulle ★
7	Rue Es-sadikia	Rue Jamel Abdennasser ★
8	Rue de Hollande	Rue de Hollande
9	Rue de Grèce	Rue de Grèce
10	Avenue de Carthage	Avenue de Carthage
11	Rue Thiers	Rue Ibn Khaldoun ★
12	Rue de Provence	Rue du 18 Janvier ★
13	Rue de Bretagne	Rue Houssine Bouzaiane ★
14	Rue de Normandie	Rue Abderrazak Chraïbi ★
15	Rue de Turquie	Rue de Turquie
16	Avenue Stephen Pichon	Avenue des Nations Unies ★
17	Rue de Flandre	Rue Farés El-Khoury ★
18	Avenue de la République	Avenue de la République
19	Avenue Gambetta	Avenue Mohamed V ★
20	Avenue Jean Jaurès	Avenue Jean Jaurès
21	Rue de Vesoul	Rue de la monnaie ★
22	Rue de Strasbourg	Rue Pierre de Coubertin ★
23	Rue de Besançon	Rue Kamel Atatürk ★
24	Rue du Caire	Rue du Caire
25	Rue de Marseille	Rue de Marseille
26	Avenue de Paris	Avenue de Paris
27	Rue Saint-Charles	Rue Ali Bech Hamba ★
28	Rue d'Alger	Rue d'Alger
29	Rue de Rome	Rue de Rome
30	Rue de Bône	Suite Rue Charles de Gaulle ★
31	Rue de Constantine	Rue Mohamed Ali ★
32	Rue des Maltais	Rue Mongi Slim ★
33	Place du Cardinal Lavigerie	Place de la Victoire ★
34	Place de la Résidence	Place de l'indépendance. ★
35	Place Jules Ferry	Place d'Afrique dite aussi du leader ★
36	Bâtiment de la Sécurité publique	Ministère de l'Intérieur ★
37	Immeuble résidentiel	Hôtel Africa ★
38	Casino municipal/Tunisia Palace H.	Palmarium ★
39	Théâtre municipal	Théâtre municipal
40	Résidence générale de France	Ambassade de France ★
41	Cathédrale Saint-Vincent-de-Paule	Cathédrale Saint-Vincent-de-Paule
42	Avenue Jules Ferry	Avenue Habib Bourguiba ★

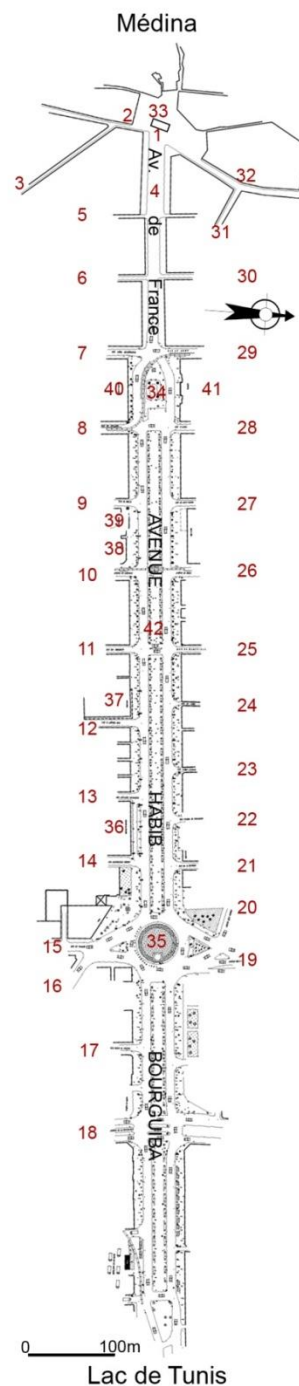


Fig. 8. Comparaison de la toponymie de l'avenue Habib Bourguiba entre 1900 et après l'indépendance en 1956

★ Changement de nom. Source : Dessin de l'auteur, 2013



La nouvelle toponymie a politisé l'avenue. La majorité des noms employés travaillent un champ lexical politique, renvoyant d'un côté à l'œuvre citoyenne : Place de la victoire, Place de l'indépendance, rue de 18 janvier (la révolution), et d'un autre côté à la stricte personne du président. À voir la manière dont tous ces noms versent dans un corps principal nommé avenue Habib Bourguiba, on a beau à croire à une réappropriation de cette œuvre collective par le chef de l'État qui devient la colonne vertébrale de l'ensemble. L'avenue personnifiée devient un livre ouvert sur la figure du « combattant suprême » et sa compréhension dépend du degré d'assimilation de l'histoire de la libération et du vrai rôle joué par ses acteurs.

3.5. Réaménagement de la Casbah et réappropriation officielle de l'ancien chef-lieu ottoman :

Depuis 1957, le vide laissé dans la Casbah après la démolition des casernes servait de stationnement au personnel administratif et attendait à être occupé par le centre gouvernemental. En 1965, faisant fi de l'une des conclusions tirées du concours et son colloque, celle de délocaliser l'appareil administratif de l'État loin de l'encombrement de la Casbah, les architectes Ludovico Quaroni, Adolfo De Carlo, Massimo Amodei, Roberto Berardi et Benjamin Hagler, étaient mandatés pour concevoir le nouveau centre gouvernemental à ériger sur la colline de la Casbah. Son programme incluait l'Assemblée nationale, la municipalité de Tunis, quelques ministères, la future maison du PSD et la bibliothèque nationale. Les départements étaient hiérarchisés en fonction de leur poids dans la structure de l'État. C'est ainsi que dans un bâtiment pyramidal, l'Assemblée nationale occupait le sommet alors que la Municipalité de Tunis se trouvait à la base de l'édifice. La pyramide était évidée en son milieu pour donner lieu à une agora destinée à accueillir les citoyens sous le balcon présidentiel. Pour décrire son bâtiment, Quaroni lui donnait l'image d'un cratère de volcan monumental placé au sommet d'une acropole⁴¹. La même image était reprise par Bruno Zevi dans sa description de « *L'Acropoli Geometrizzata Di Tunisi* »⁴², lorsque le même projet décrocha le prix « *dall'In/arch e dalla società Domosic* » (1968). Pour atteindre le sommet de la pyramide creuse, les architectes prévoyaient des rampes ascendantes qu'ils voulaient un référent à la montée ardue vers le lieu de la démocratie : l'agora.

Par ailleurs, les concepteurs donnaient à leur édifice une allure sobre et sérieuse en réduisant les ouvertures à de simples fissures laissant s'infiltrer une faible lumière zénithale. L'intérieur était doté d'une climatisation et un éclairage artificiels. Compte tenu du climat tunisien relativement chaud, il était clair que l'image architecturale été guidée majoritairement par son aspect symbolique plutôt que par les besoins énergétiques, économiques et fonctionnels du bâtiment. Selon Zevi, les architectes voulaient se débarrasser d'un « mimétisme architectural », souvent engendré par une reprise systématique du vocabulaire local. Néanmoins, à notre avis ce parti architectural crée une nette rupture d'échelle et de style avec son environnement immédiat. Le bâtiment s'étend sur l'ensemble de la Casbah et écrase grandement ses quelques monuments comme on peut clairement le voir sur la figure 9.

⁴¹ Ludovico Quaroni, 1967, p. 248.

⁴² Bruno Zevi, 1970, p. 57.

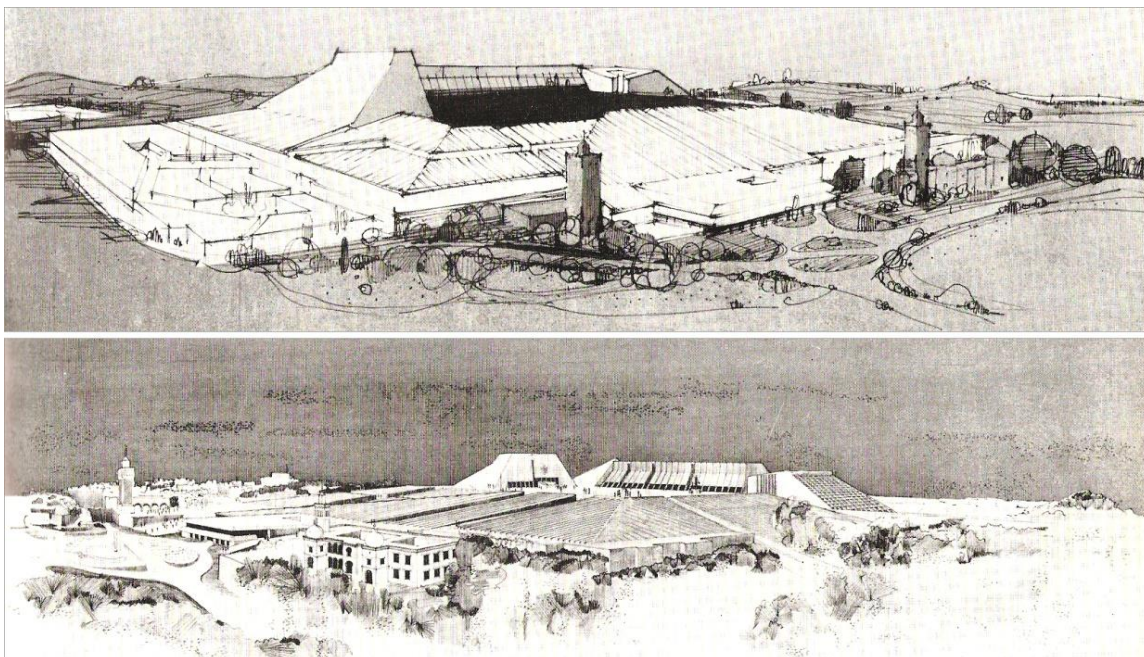


Fig. 9. Le centre gouvernemental : perspectives

La rupture d'échelle est nette entre les monuments présents sur site et le nouveau centre projeté. La mosquée de la Casbah et le collège *Sadiki* sont à peine visibles face à la pyramide du projet. Source : Antonio Quistelli, 1969, p. 53.

Finalement, cette utopie n'a pu être réalisée pour plusieurs raisons, dont la mise à nu des vestiges de la Casbah, la découverte d'une richesse archéologique à extraire et l'opposition des gardiens du patrimoine qui ont faussement cru aux promesses gouvernementales d'ériger un musée sur la Casbah.

En revanche, on assiste à la fin des années soixante à la réduction de ce programme à la seule maison du parti. Voulant à tout prix marquer le chef-lieu par une empreinte signifiante, les autorités trouvèrent dans la maison du parti unique l'icône idéale pour remplir une telle besogne. La conception de l'édifice fut d'abord confiée à l'architecte tunisien Taïeb Haddad. Son aspect simple et monobloc répondait peu aux aspirations présidentielles qui l'imaginaient beaucoup plus monumental et imposant. Du coup, le Chef de l'État, rejeta cette proposition et ajouta une commande de plus à la longue liste attribuée à son architecte-conseil O. C. Cacoub. Sachant bien s'ajuster au goût du Président, en 1985 Cacoub proposa l'image qui dominera la colline de la Casbah pour les années à venir. Son bâtiment rectangulaire s'offre comme un bloc monotone dont l'aspect massif est atténué par une série de piliers conçus pour donner au rez-de-chaussée une certaine légèreté. D'une architecture moderne hors contexte, précédée par une vaste place que domine le balcon présidentiel, la maison du parti se distingue par la répétition d'un seul élément sur les quatre façades. Ce traitement unificateur, l'architecte le voulait à l'image d'un peuple uni et démocrate.



Conclusion

Le lecteur de cet essai remarquera sans doute que la notion d'hygiène s'est presque éclipsée le long de la troisième partie du texte. L'idée était de montrer que celle-ci était un prétexte patent pour une biopolitique latente axée sur une réappropriation des symboles de la souveraineté nationale, une redistribution territoriale des individus en fonction de leur statut social et sur un contrôle devenu obsessif de l'espace public⁴³.

Dans une première partie où était sommairement décrit l'état de l'hygiène urbaine à Tunis au lendemain de l'indépendance, on a vu comment les stratégies gouvernementales pour le relogement des flux issus de l'exode rural n'ont pu aboutir. N'étant pas précédées par une étude socio-économique proche de la réalité de ces ménages, ces stratégies ségrégatives n'ont fait qu'aggraver la situation des quartiers spontanés où règne l'insécurité et les conditions d'hygiènes exécrables. Peu de temps après, elles ne tardèrent pas à provoquer la contamination du noyau historique en en faisant le refuge des familles délogées et des affluents d'un exode rural persistant. La médina devint ainsi un quartier à risque dont l'assainissement est désormais lié, dans le discours des décideurs, à l'expulsion de ses habitants vers leurs bleds d'origine, voire même, à son effacement au profit de constructions neuves et modernes. À cet urgent besoin de nettoyage venaient s'ajouter l'inaccessibilité de la médina à l'automobile et sa désintégration esthétique par rapport à la ville européenne née à ses portes, pour légitimer le percement massif du noyau historique.

La seconde partie traite de cette idée de percée en réalité héritée des plans d'urbanisme anciennement dressés par le protecteur français pour l'atteinte de son projet de colonisation. Étudiée, d'abord, à travers le « Projet d'amélioration de la circulation de Tunis » de son auteur l'architecte Michel Kosmin, puis, le concours international pour une étude d'aménagement dans la ville de Tunis, le projet de la percée était manifestement soutenu par Habib Bourguiba, premier président de la République tunisienne. Il y voyait la solution inéluctable pour doter la Tunisie d'une capitale à l'image d'une modernité accélérée et aiguillée par le chef de l'État en personne. L'analyse des archives de ces deux événements et principalement du concours mit en évidence le retour en boucle des mêmes questions/réponses quant aux problèmes d'hygiène, de circulation mécanique et d'embellissement du centre-ville. Les solutions allaient de pair avec les théories urbaines du moment, notamment celles de l'urbanisme moderne face aux villes anciennes, comme elles prenaient en considération les capacités techniques et financières limitées de l'État face à une opération dont les cas semblables dans l'histoire des villes engendrèrent souvent la perte d'un patrimoine irréversible. Par ailleurs, le projet de la percée adopta une autre tournure pour chacune des personnes, physiques ou morales, impliquées. Pour le président, il fut l'occasion pour réfléchir à l'ensemble de l'appareil administratif de son État moderne, palais présidentiel et mémorial de la lutte nationale inclus. Pour l'UIA, c'était une étape de plus dans sa politique d'exportation des principes de l'urbanisme fonctionnel dans les ex-colonies et la création d'un marché de travail pour les architectes étrangers. Quant à ces derniers, les participants au concours, la compétition dévoila leur méconnaissance de la

⁴³ À saisir dans le sens que lui donne le philosophe allemand Jürgen Habermas, c'est-à-dire en tant que plateforme du débat politique et de critique des autorités. Cet espace n'est pas exclusivement architectural ou urbain. Il englobe la publicité, les médias, la presse, etc.



structure de la ville arabo-islamique, alors fortement influencée par une vision orientaliste de la ville arabe. Dans les interlignes de cet événement (le concours), s'est aussi devêtu le rapport entretenu entre Bourguiba et ses ministres-conseillers. Il s'agissait d'une subordination dictatoriale où le conseiller n'était qu'un simple exécuter des consignes d'un président qui s'efforça d'être le « premier urbaniste de la Tunisie »⁴⁴, pour reprendre la formule de Hassib Ben Ammar, maire de Tunis et fondateur de l'Association de sauvegarde de la médina.

C'est dans le troisième temps de cette étude que s'arbore la dimension biopolitique de la percée en tant qu'opération de nettoyage. Celui-ci ne concerne plus l'hygiène à proprement parler, mais plutôt un acharnement dans l'effacement des emblèmes des deux anciens pouvoirs (ottoman et colonial), la réappropriation des symboles de la souveraineté nationale et la personnification de l'artère principale de la capitale dorénavant dite Avenue Habib Bourguiba. Culte statuaire, ajustement toponymique, reconversion d'édifices et constructions d'autres étaient mis en œuvre le long de l'avenue pour en faire le portrait urbain du « combattant suprême ». Cette artère qui jouait depuis son premier jet en 1860 (début du chantier de l'actuelle ambassade de France à Tunis), la vitrine du pouvoir français devint, ainsi, la devanture du règne bourguibien. Certes, on y venait souvent pour se distraire sur les quais de ses cafés, dans ses salles de cinéma et son théâtre municipal ou sous ses deux rangées de ficus enchantées par les milliers d'oiseaux qui y font station. En revanche, on devait faire attention à tout déraillement d'opinion à caractère politique par risque d'être dénoncé par un œil du pouvoir partout présent. Il en ressort un espace public confisqué qu'on aime à assimiler à un véritable modèle de la ville panoptique. Et où les métaphores de nettoyage et le rapport à l'hygiène acquièrent une dimension symbolique autre, liée au désir citoyen de se débarrasser de tout signifiant instaurant le pouvoir d'un seul homme et le privant conséquemment de son droit à la ville.

⁴⁴ Hassib Ben Ammar par Jella Abdelkafi, 1989, p. 122.



Bibliographie

ABDELKAFI Jellal, 1989, *La Médina de Tunis : espace historique*, Presses du CNRS, Paris.

AGAMBEN Giorgio, 2007, *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Payot & Rivages, Paris.

AMMAR Leila, 2008, « La naissance de la « voie publique » à Tunis : de la création de la municipalité (1858) au règlement de voirie (1889), in *Les économies émergentes : trajectoires asiatiques, latino-américaines, est-européennes et perspectives maghrébines*, L'Harmattan, Paris, pp. 175-197.

BÉJI Héle, 1982, *Désenchantement national : essai sur la décolonisation*, F. Maspero, Paris.

BELKHODJA Tahar, 1998, *Les trois décennies Bourguiba : témoignage*, Publisud : Arcantères, Paris.

BOURGUIBA Habib, 1975, *Discours* (Vol. 4), Secrétariat d'état à l'information, Tunis.

BOURGUIBA Habib, 1978, *Citations*, Editions Dar el Amal, Tunis.

BOURGUIBA Habib, 1978, *Discours*, Secrétariat d'état à l'information, Tunis.

DEMONT Pierre, MURY Gérald Mury, 1984, *Le couscous de la colère*, Radio Télévision Suisse, Suisse, [En ligne], mis en ligne le 15 septembre 2016, consulté le 01 janvier 2021. URL : <https://notrehistoire.ch/entries/d7gBZpZrWzl>

FENEYROL Olivier, 2000, « Réaménagement urbain et actions citadines en Tunisie : l'opération "Bab Souika-Halfaouine" (1983-1991) » in *Les compétences des citoyens dans le monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, IRMC, Tunis, pp. 255-287.

GROS Frédéric, 2016, « Biopolitique », in *Encyclopædia Universalis* (Vol. DVD). France.

KERROU Mohamed, 2008, « Ésthetique du paraître et théâtralisation du pouvoir bourguibien » in *Le corps du leader : construction et représentation dans les pays du Sud*, L'Harmattan, Paris, pp. 89-118

KOSMIN Michel, 1952, *Ville linéaire : aménagement, architecture*, Éditions Vincent, Fréal, Paris.

LE CORBUSIER, 1994, *Urbanisme*, Flammarion, Paris.

NAPOLI Paolo, 2003, *Naissance de la police moderne : Pouvoir, normes, société*, La découverte, Paris.

NICOLAS Aymone, 2007, *L'apogée des concours internationaux d'architecture : l'action de l'UIA 1948-1975*, Picard, Paris.

QUARONI Ludovico, 1967, *La torre di Babele*, Marsili. Padova.



QUISTELLI Antonio, 1969, « P.R.G Come Progetto », in *Lotus*. Numéro 6, pp. 48-61.

SEBAG Paul, 1998, *Tunis : histoire d'une ville*, Harmatta, Paris.

SITTE Camilio, 1980, *L'art de bâtir les villes : L'urbanisme selon ses fondements artistiques*, L'Equerre, Paris.

[Inconnu], 19 jan. 1961, « Le président Bourguiba a visité l'exposition des projets retenus », in *La dépêche tunisienne*, Tunis.

VAGO Pierre, 2000, *Une vie intense*, AAM éditions Bruxelles.

ZÉVI Bruno, 1970, *Cronache di architettura*, Laterz, Bari.